

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
PAR LE
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Ottawa (Ontario)
Les 17 et 18 mars 2010

Consœurs et confrères,

Nous revoici déjà en mars. Et pendant que tous les Canadiens attendent le printemps avec impatience, au SCFP, nous nous préparons à une autre série de congrès de division productifs, revigorants et dynamisants. Nous avons commencé par la Saskatchewan là où nos travailleuses et travailleurs de la santé luttent âprement pour décrocher une nouvelle convention collective. En négociation depuis presque deux ans, le Conseil de négociation des travailleuses et travailleurs de la santé de la Saskatchewan affronte un employeur qui refuse de bouger en se cachant derrière la loi sur les services essentiels adoptée par le gouvernement de la Saskatchewan, une loi qui, dans les faits, retire à nos membres leur droit de grève. L'employeur exige de nombreuses concessions. Eh bien, les membres du SCFP ripostent et la Caisse nationale de grève du syndicat est prête à les appuyer dans cette importante bataille charnière. Jusqu'à maintenant, nous avons soutenu leur campagne pour éviter la grève à hauteur de 263 270 \$. Cet argent sert à payer la publicité, à organiser des rassemblements et à fournir du matériel écrit et promotionnel pour édifier la solidarité des membres et susciter l'appui du public au moment décisif. Je suis impatient de rencontrer les membres de Saskatchewan au prochain congrès de leur division. Je sais que j'y verrai beaucoup de solidarité et de détermination à faire reculer les concessions afin que ces travailleuses et travailleurs obtiennent une convention collective acceptable qui reconnaît leur dévouement et le rôle critique qu'ils jouent dans notre système de santé.

Malheureusement, il se passe à peu près la même chose dans chaque province. Beaucoup de gouvernements provinciaux semblent déterminés à réduire leur déficit sur le dos des travailleuses et travailleurs du secteur public en restreignant les dépenses et en privatisant toujours plus. La menace pour nos conventions collectives est très réelle. Et les services publics, l'accès équitable et la reddition de comptes

sont tout aussi menacés, sans parler des coûts qui augmentent pour le public. Mais heureusement, le SCFP est plus décidé que jamais. Notre orientation stratégique renouvelée nous guide grâce à des projets qui consolideront notre effectif comme « L'Année des délégués syndicaux », la lutte pour les régimes de retraite, un militantisme accru dans l'arène politique, la lutte contre la privatisation et les négociations intelligentes. Et tout comme notre détermination se reflète dans nos plans stratégiques, notre niveau de préparation se reflète dans nos finances.

À ce chapitre, nous amorçons l'année 2010 en terrain solide. Comme je l'ai mentionné précédemment, le même contexte économique qui nous impose des défis en matière de lutte pour les services publics peut aussi être problématique pour les revenus du syndicat. Nous ne nous attendons pas à ce que nos revenus continuent à croître au même rythme qu'au cours des dernières années. La récession aura des effets sur la croissance des services publics et donc sur la croissance de notre effectif. Elle aura aussi des répercussions sur les salaires, et donc sur la capitation. Nous ne perdrons pas de revenus, mais notre croissance ralentira quelque peu. Toutefois, il y a un délai entre le sommet de la récession et les effets sur les revenus du SCFP qui est très difficile à prévoir. En fin de compte, nos états financiers non vérifiés pour 2009 révèlent un léger surplus de 2,6 millions de dollars.

Ce surplus en étonnera peut-être certains, parce que j'avais signalé en décembre qu'à la conclusion de notre troisième trimestre, nous étions en situation de léger déficit. À l'époque, nous pensions que la récession commençait à montrer ses effets sur les finances du SCFP. Nous avons alors prédit que notre résultat de fin d'exercice nous donnerait un surplus d'autour de 1 million de dollars. Mais ce scénario ne s'est pas avéré. Une analyse détaillée du résultat de fin d'exercice montre qu'un certain nombre de facteurs contributifs, tant du côté des revenus que du côté des dépenses, se sont combinés pour créer la différence entre le résultat du troisième trimestre et celui de la fin d'exercice. Les faits saillants de l'écart entre les revenus et les dépenses sont présentés plus loin et les détails apparaissent dans les états financiers eux-mêmes. Cependant, pour résumer, les revenus de capitation sont légèrement supérieurs au budget compte tenu des rajustements du marché dans certaines régions. Les dépenses sont inférieures au budget, l'écart le plus important étant pour les salaires, parce qu'il y a des postes vacants et des postes non pourvus, surtout au bureau national.

La variation entre le troisième trimestre et la fin d'exercice, qui nous a fait passer d'un léger déficit à un surplus de 2,6 millions de dollars, est due en grande partie à deux petites questions de comptabilité qui ont eu de grandes conséquences. La première a trait à l'écriture des coûts engagés pour les conseillers syndicaux temporaires, qui est effectuée manuellement. Une erreur dans ce processus manuel a entraîné une variation de plus de 500 000 \$ par rapport aux états financiers du troisième trimestre. Notre nouveau système informatisé des ressources humaines diminuera la possibilité de telles erreurs et nous comptons que le système sera entièrement en fonction cette année. Deuxièmement, l'affichage des revenus des sections locales liquidées après

cinq ans donne un autre gain de 500 000 \$. Nous avons toujours affiché ces revenus à la fin de l'exercice et nous songeons à revoir notre comptabilité pour les suivre tout au long de l'année.

Enfin, sur un surplus budgétaire de 2,6 millions de dollars, nous nous retrouvons avec un solde du Fonds montrant un surplus de 1,9 million de dollars à la fin de 2009. Le solde du Fonds est le total de tous les surplus et déficits de l'historique du SCFP et tient compte de l'argent mis de côté pour des fins structurelles, comme les projets d'immobilisation, le fonds de riposte et le congrès national. Autrement dit, notre situation financière demeure saine au moment où nous nous préparons à relever les défis posés par la récession. Je vous présente maintenant les détails de nos finances et de nos opérations jusqu'à maintenant.

ÉTATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2009

Il est à noter que les états financiers des trois caisses n'ont pas été vérifiés et qu'ils changeront, parce que nous n'avons pas reçu toutes les factures de 2009, ce qui se répercutera dans les états financiers vérifiés définitifs.

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 31 décembre 2009 se situait à 112,1 millions de dollars, en hausse de 1,3 million de dollars par rapport au 30 septembre 2009. Le solde bancaire au 31 décembre 2009 était de 5,9 millions de dollars comparativement à 9,1 millions de dollars au 30 septembre 2009. Le solde des placements s'établissait, au 31 décembre 2009, à 4,1 millions de dollars de placements généraux et à 21,3 millions de dollars investis pour les obligations en matière d'avantages sociaux futurs, pour un total de 25,4 millions de dollars, en baisse de 0,9 million de dollars par rapport au trimestre précédent. Ces placements ont produit un revenu de 260 000 \$ au quatrième trimestre de 2009 et de 816 000 \$ pour l'exercice, dont 643 000 \$ ont été réinvestis pour rembourser le passif des avantages sociaux futurs de nos employés.

Nous avons investi encore 1 million de dollars depuis le 30 septembre 2009. Les principaux ajouts sont toujours pour les terrains et les édifices. La construction à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, est presque terminée, avec un coût total jusqu'à maintenant pour le projet de 836 000 \$. La rénovation intérieure du nouveau bureau de Halifax est en cours. À Brandon, au Manitoba, nous achèterons, au début de 2010, l'autre moitié de l'édifice que nous occupons présentement et la rénovation de l'espace a commencé. Nous avons aussi entrepris un nouveau projet de location-acquisition pour notre bureau de Trois-Rivières, sur le même modèle que nos autres propriétés au Québec. Ce nouvel actif de 504 000 \$ s'ajoute maintenant à nos locations-acquisitions.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 70,4 millions de dollars au 31 décembre 2009, en légère baisse de 2,7 millions de dollars par rapport au 30 septembre 2009.

Le solde de la Caisse au 31 décembre 2009 se situait à 42 millions de dollars, comparativement à 38 \$ millions de dollars au 30 septembre 2009. De ce montant, 5,6 millions de dollars sont réservés à des usages spécifiques (participation aux congrès, riposte, lutte contre la privatisation et édifices régionaux) et 34,2 millions de dollars son investis dans les immobilisations, ce qui nous laisse un déficit sans restriction de 1,9 million de dollars.

Les revenus de capitation, y compris la capitation à recevoir, étaient supérieurs au budget de 1,9 million de dollars (1,3 %) comparativement à 1 % de plus que le budget à la fin de septembre 2009. Les revenus divers ont dépassé le budget de 476 644 \$, en grande partie parce que l'argent en fiducie de sections locales liquidées a été déposé après cinq ans, conformément aux statuts nationaux. En même temps, les dépenses totales pour la période étaient inférieures au budget de 216 000 \$.

Avec ces variations, le surplus d'exploitation préliminaire s'élève à 2,9 millions de dollars. Le revenu total est supérieur au budget de 2,4 millions de dollars et les dépenses sont inférieures au budget de 531 000 \$. Il est à noter qu'au moment de rédiger le présent rapport, les factures de 2009 continuent à arriver. Ce surplus pourrait donc changer dans les états financiers vérifiés définitifs. Il n'est pas inhabituel de recevoir de factures totalisant un demi-million de dollars que nous devons traiter avant de fermer les livres pour les vérificateurs.

Voici quelques-uns des écarts significatifs dans les dépenses :

- Les frais judiciaires et d'arbitrage sont **supérieurs au budget** de 911 000 \$ et correspondent aux demandes d'aide financière approuvées par le Conseil exécutif national à la fin de septembre.
- L'allocation de 2009 consacrée au budget de la lutte à la privatisation a été **entièrement dépensée**. En outre, 633 000 \$ des 904 000 \$ non utilisés des budgets des exercices précédents ont été dépensés. Au moment de rédiger le présent rapport, nous continuons à recevoir des factures et, par conséquent, les états vérifiés présenteront des dépenses plus conformes au budget complet de lutte contre la privatisation de deux ans.
- Les dépenses du programme de formation des conseillers syndicaux de la Direction de l'organisation et des services régionaux sont **inférieures au budget** de 192 594 \$ parce qu'aucune session n'a eu lieu en 2009. Les coûts montrés sont ceux des factures en retard de 2008. Nous avons remis à niveau l'ensemble du programme des conseillers syndicaux afin de pouvoir former un plus grand nombre de militants avec l'argent alloué. Le nouveau programme entrera en vigueur cette année et, avec les changements, nous pourrions tripler, au moins, le nombre de stagiaires cette année.

- Les dépenses du Comité exécutif national et du Conseil exécutif national sont **inférieures au budget** d'un montant total de 353 876 \$.
- Les dépenses consacrées aux déplacements sont **inférieures au budget** de 1 million de dollars, en partie parce que nos dépenses consacrées à l'essence ont été moindres que l'année précédente et que nos coûts en carburant sont d'environ 20 % inférieurs à ce qu'ils étaient en 2008.
- Les salaires sont **inférieurs au budget** de 1,1 million de dollars, en grande partie parce que nous n'avons pas encore pourvu les postes ajoutés au budget de 2008 pour la direction des ressources humaines. En effet, nous élaborons un plan à long terme pour la direction des ressources humaines avant de créer celle-ci. Mais les postes avaient été prévus au budget comme mesure de planification financière prudente. En même temps, certains postes sont devenus vacants au bureau national au cours des derniers mois, ce qui n'était pas prévu, mais la situation a été corrigée.

Caisse nationale de défense

L'actif de la Caisse nationale de défense s'élevait, au 31 décembre 2009, à 7,1 millions de dollars, comparativement à 7,2 millions de dollars au 30 septembre 2009. Quant au passif, il s'établissait à 5 millions de dollars, ce qui donne un solde pour la Caisse de 2,1 millions de dollars.

Les dépenses totales pour les programmes de la Caisse nationale de défense sont légèrement inférieures au budget, comme le montrent les états financiers préliminaires. Les programmes à frais partagés approuvés par le Conseil exécutif national pour l'année se sont élevés à 1,8 million de dollars, ou 78 % du montant du budget annuel de 2,3 millions de dollars.

Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement s'élevaient à 2,5 millions de dollars, c'est-à-dire 330 000 \$ de plus que le budget annuel de 2,2 millions de dollars. Les initiatives nationales en matière de stratégie ont totalisé 1,2 million de dollars sur un budget annuel de 1,32 million de dollars. Quant aux dépenses consacrées aux initiatives en matière de stratégie régionales, elles ont été de 1,3 million de dollars pour une allocation budgétaire de 1,42 million de dollars.

Caisse nationale de grève

Cette année, nous avons dû puiser davantage dans la Caisse de grève que l'année dernière pour soutenir nos membres. Les revenus de la Caisse, y compris les revenus de placements, se sont élevés à 12,6 millions de dollars, pendant que les dépenses pour la période s'établissaient à 17 millions de dollars.

Les résultats préliminaires montraient, le 31 décembre 2009, que le solde de la Caisse se situait à 30,3 millions de dollars. Bien qu'il s'agisse d'une augmentation de 1,5 million de dollars dans le quatrième trimestre de 2009, cela représente une diminution nette de 3,7 millions de dollars pour l'année.

L'actif total de la Caisse de grève au 31 décembre 2009 s'élevait à 30,5 millions de dollars, comparativement à 29,2 millions de dollars au 30 septembre 2009. Cet actif était formé de 4 millions de dollars en liquidités, de 1,8 million de dollars en capitation à recevoir et de 24,7 millions de dollars en placements.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 146 000 \$ et un compte créditeur de 44 000 \$ à la Caisse de défense.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS

La grève menée par les 81 membres de la section locale 1009 de la Ville de Terrebonne, au Québec, a pris fin le 5 décembre 2009. Ils étaient en grève depuis le 5 octobre pour obtenir de meilleurs salaires.

Les membres de la section locale 301 ont entrepris une série de grèves tournantes entre le 25 janvier et le 5 mars dans les 19 arrondissements de Montréal. Chaque arrondissement, de même que les services centraux de la ville, auront connu une grève de deux jours. Les 5 500 membres de la section locale 301 sont sans contrat de travail depuis le 31 août 2007. Ils luttent pour de meilleurs salaires et contre la sous-traitance et veulent faire pression sur l'administration municipale tout en minimisant le plus possible les perturbations dans les services.

RETARDS DANS LE PAIEMENT DE LA CAPITATION

Nous continuons à surveiller de près les retards dans le paiement de la capitation. Les retards pour décembre 2009 s'élevaient, le 16 février, à 6 152 805 \$, une augmentation de 1 078 304 \$, ou 21,25 %, comparativement au rapport des retards de septembre 2009. Mais nous pensons que la situation s'améliorera en 2010.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE

La technologie entreprend un certain nombre de projets en 2010, certains qui avaient été amorcés en 2009 et plusieurs nouveaux qui commenceront cette année.

L'expansion de notre réseau pour y inclure tous les bureaux et tous les usagers se poursuit. L'installation et la configuration du matériel pour ce projet avance bien. Tous les principaux sites devraient passer au réseau étendu d'ici l'été et le travail est en cours pour connecter les bureaux de nos sections locales plus petites. L'expansion

du réseau est une étape importante si nous voulons permettre à tous les membres du personnel du SCFP d'avoir accès aux applications et services technologiques, peu importe où ils travaillent.

Le développement du système de ressources humaines a commencé en 2009 et devrait être terminé cette année. Ce projet est un travail de collaboration entre les RH, la comptabilité, la technologie et notre fournisseur, Avanti. Nous avons aussi commencé la mise à niveau du Système d'information sur les sections locales (SISL) afin de le rendre compatible avec le système de capitation (presque achevé) et le Système d'information sur les conventions collectives (SICC).

Les autres grandes initiatives pour cette année sont la mise à jour et l'élargissement du site Web et la mise en place d'un site Intranet pour les employés.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

Notre projet de rénovation du nouveau bureau régional de l'Atlantique à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, avance comme prévu. La démolition intérieure est terminée et les plans de rénovation de l'intérieur sont aussi achevés. La construction a commencé le 1^{er} mars et la date de fin des travaux correspond à l'échéance du bail de l'actuel bureau régional. Nous avons appris que le projet se qualifie pour le programme LEED CI (intérieurs commerciaux) et nous visons un niveau or. Montrose Mortgage Corp. explore le marché du crédit pour trouver un prêt hypothécaire de premier rang, un processus qui devrait être terminé au cours du mois.

Notre bureau de Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, qui vient d'être terminé, a officiellement ouvert ses portes le 11 février. Le personnel avait emménagé dans le nouvel édifice le 15 décembre 2009. L'édifice avait été proposé pour une qualification en vertu du programme LEED pour les nouvelles constructions et, bien que nous pensons que la conception et les caractéristiques du bâtiment répondront à l'un des niveaux certifiés, nous croyons atteindre le niveau argent lorsque les dernières épreuves seront soumises au LEED pour approbation.

Nous continuons à explorer les possibilités pour le déménagement du bureau régional de l'Ontario (le bail actuel prend fin le 31 août 2012). Nous avons lancé un appel d'offre pour trouver des terrains propices au développement, des édifices à vendre et des locaux à louer.

Comme je l'ai déjà mentionné, à Sherbrooke, au Québec, l'AIFTQ construira un nouvel édifice de trois étages de 19 197 pieds carrés qui logera plusieurs syndicats. Le SCFP participera au projet en acquérant autour de 2 635 pieds carrés dans

l'édifice, en vertu d'un contrat de location-acquisition. L'occupation est prévue pour juin 2010, en même temps que l'échéance du bail des locaux actuels. Une motion sera présentée à cette réunion du Conseil pour compléter la transaction.

Baux

Le bail du bureau de Sydney, en Nouvelle-Écosse, sera renouvelé pour une période additionnelle de cinq ans, jusqu'au 31 août 2015.

À Kenora, en Ontario, nous attendons le renouvellement du bail de notre propriétaire actuel, qui reconduira notre occupation des lieux jusqu'à la fin de janvier 2015.

Le bail du bureau de Prince George, en Colombie-Britannique, a été renouvelé pour cinq autres années, jusqu'au 31 mai 2015.

À Windsor et à Hamilton, en Ontario, nous poursuivons notre diligence requise quant aux possibilités de déménagement des bureaux actuels, à l'échéance des baux (31 août 2010 et 31 janvier 2011, respectivement). Nous examinons aussi la possibilité de renouveler le bail ou de déménager pour les bureaux suivants : Grande Prairie, Alberta (échéance le 31 août 2010), Red Deer, Alberta (bail après terme), et Kelowna, Colombie-Britannique (échéance le 30 septembre 2010).

CONGRÈS NATIONAL

Au moment de fermer le dossier administratif du congrès national de 2009 et de mettre en œuvre les décisions qui y ont été prises, nous amorçons déjà les préparatifs du prochain. Nous sommes à la recherche d'hôtels pour les délégués afin d'avoir suffisamment de chambres pour le congrès de 2011, qui se tiendra à Vancouver, du 31 octobre au 4 novembre.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL

Année des délégués syndicaux

Le personnel de la Direction du développement syndical s'est réuni en janvier 2010 afin de poursuivre l'élaboration des plans pour L'Année des délégués syndicaux et la série de cours qui leur est destinée. L'épinglette des délégués syndicaux a été conçue et sera bientôt distribuée. Une affiche « 2010, Année des délégués syndicaux » a aussi été produite et sera offerte aux congrès des divisions en plus d'être distribuée dans le cadre d'un envoi postal général.

L'atelier « Introduction au travail des délégués syndicaux » a été revu et mis à l'essai en février. La version finale devrait être terminée au printemps.

Toutes les régions offrent sept modules de la série de cours pour les délégués syndicaux à leurs cours d'une semaine. Un passeport d'apprentissage a aussi été créé pour que les membres puissent y consigner les modules qu'ils auront suivis. Le Service de la technologie élabore également un système de suivi électronique.

Groupe de travail national sur les personnes ayant des déficiences

Les deux modules suivants de la série de cours pour les délégués syndicaux ont été élaborés en collaboration avec le Groupe de travail national sur les personnes ayant des déficiences :

- Et si nos lieux de travail étaient accueillants pour chacun d'entre nous?
- Sensibilisation aux déficiences et création de lieux de travail adaptés

Ces deux modules ont été mis à l'essai par la division de l'Ontario en février.

Éducation sur les régimes de retraite

La sixième formation annuelle des fiduciaires de régimes de retraite a eu lieu du 24 au 29 janvier, à Ottawa. Vingt-cinq participants – fiduciaires de régimes de retraite et membres de comités consultatifs – ont approfondi leurs connaissances tout en élaborant des stratégies sur l'avenir de nos régimes de retraite et sur celui du Régime de pensions du Canada.

Éducation des militantes et militants

Nous préparons, pour les militantes et militants, un atelier d'une semaine qui sera mis à l'essai en Ontario en mars 2010. Le cours permettra aux membres de mieux comprendre l'économie politique et ses répercussions sur la classe ouvrière, la structure du SCFP et le mouvement syndical et sa place dans l'économie politique. Les militantes et militants consolideront leur leadership et acquerront les connaissances voulues pour mener des campagnes efficaces.

La Direction du développement syndical prend le virage vert

En plus des grilles de l'égalité et de l'alphabétisation, nous appliquons à tous nos ateliers, nouveaux ou révisés, une grille de l'environnement. Nous sommes heureux de pouvoir dire qu'en éliminant le dédoublement des documents, nous avons pu faire passer de 134 à 28 pages les notes des animateurs du nouveau cours d'introduction au travail des délégués syndicaux. Les activités des participants se retrouvent maintenant dans un cahier d'exercices et tous les documents sont inclus dans le manuel des délégués syndicaux.

Nous révisons nos ateliers existants de façon à rassembler les documents dans des cahiers d'exercices, ce qui devrait considérablement réduire le recours à des boîtes ou à des dossiers pour contenir les documents.

Collège canadien des travailleurs de 2010

La première session du Collège canadien des travailleurs de 2010 a eu lieu du 3 au 15 janvier, au NavCan Center, en Ontario. Seize membres du SCFP y ont participé et, de l'avis de tous, l'expérience a été à la fois exigeante et gratifiante. Les étudiants s'attaquent maintenant à leurs projets d'apprentissage intersessionnels et devront soumettre un rapport au début d'avril. La prochaine session aura lieu au Centre d'éducation des TCA, en Ontario, du 3 au 15 mai.

Alphabétisation

Notre programme d'alphabétisation célèbre son 10^e anniversaire en 2010. La coordonnatrice et le Groupe de travail sur l'alphabétisation préparent des activités pour souligner ce jalon.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Depuis le 1^{er} janvier 2010, j'ai repris la présidence du Comité de fiducie mixte du Régime de retraite des employés du SCFP et le confrère Brian Edgcombe en occupe la vice-présidence.

Le Comité de fiducie mixte tiendra sa première réunion de l'année à la fin de mars. À cette occasion, l'actuaire du régime présentera le résultat du rendement des placements de la Caisse de retraite du SCFP pour l'exercice 2009 et le résultat préliminaire de l'évaluation de la solvabilité du 1^{er} janvier 2010. Il est important que les administrateurs évaluent régulièrement la situation financière du régime, en particulier après le ralentissement des marchés de 2008-2009.

Comme je l'ai souligné dans mon dernier rapport, le mandat de trois ans des postes de fiduciaire des retraités et de fiduciaire substitut des retraités a pris fin le 31 décembre 2009. Le confrère Russ Whitney a été réélu au poste de fiduciaire des retraités et le confrère Gary Johnson a été élu à titre de nouveau fiduciaire substitut des retraités. Félicitations à tous les deux!

Encore une fois, il y aura de nombreux changements au Comité de fiducie mixte à compter de 2010. Le confrère Andy Mele remplace le confrère Gary Johnson comme fiduciaire syndical, la consœur Patty Brockman remplace le confrère Raymond Léger comme fiduciaire syndicale et le confrère Ian Clysdale remplace la consœur Diane Ouimet comme fiduciaire syndical substitut.

La préparation du rapport annuel et de la vérification de la caisse de retraite de 2009 est en cours.

Décès

C'est avec tristesse que nous soulignons le décès du confrère Frederick Pyke, retraité du bureau régional de l'Alberta, décédé le 3 mars, et le confrère Jacques Bouchard, retraité du bureau régional du Québec, décédé le 16 mars 2010.

Retraites

La consœur Gloria Nicholls, bureau de Comox Valley – 1^{er} janvier 2010
Le confrère Germain Boudreau, bureau régional du Québec – 1^{er} février 2010
La consœur Louise Thibodeau, bureau de Bathurst – 1^{er} février 2010
La consœur Cynthia (Lee) Driver, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} mars 2010
Le confrère Clive Dyson, bureau de Kelowna – 1^{er} avril 2010
Le confrère Mark Charbonneau, bureau de Kitchener – 1^{er} avril 2010
La consœur Carmen Henry, bureau régional de l'Ontario – 1^{er} mai 2010
Le confrère Julien Lapointe, bureau régional du Québec – 1^{er} mai 2010
Le confrère Gilles Mathieu, bureau régional du Québec – 1^{er} juillet 2010

CONCLUSION

Comme je l'ai écrit au début de mon rapport, nous terminons 2009 avec un léger excédent, ce qui confirme la santé financière du SCFP. Ce sont là de bonnes nouvelles, car nous pouvons compter sur une marge de manœuvre suffisante pour relever les défis qui nous attendent et vivre selon nos valeurs de base. En plus de nous donner la force financière nécessaire pour soutenir notre militantisme tout en répondant à nos besoins de fonctionnement, cette marge de manœuvre nous a permis d'apporter notre aide aux victimes d'Haïti en versant un don de 100 000 \$ par l'entremise d'Oxfam-Québec. Ce don a été crucial dans les premiers jours qui ont suivi le tremblement de terre, lorsque le peuple haïtien avait besoin d'eau potable, de nourriture et de soins médicaux pour soigner les blessures et prévenir les maladies. Oxfam-Québec, la Croix-Rouge et leurs partenaires offrent ces fournitures et services médicaux. Parce que nous sommes le plus grand syndicat du Canada, nous avons pu faire ce don dès que nous avons été mis au courant de la tragédie. Mais les avantages ne s'arrêtent pas là. La situation en Haïti nous rappelle l'importance de notre travail de solidarité internationale. Nous devons continuer à appuyer la reconstruction à long terme du pays et y jeter les bases d'une véritable démocratie. Le SCFP fera aussi pression pour que soit mis en œuvre un ambitieux plan de reconstruction non seulement de l'infrastructure physique du pays, mais aussi de son infrastructure sociale (santé, éducation et autres services publics) dans le respect total de l'autonomie et de l'autodétermination du peuple haïtien.

Bien que notre force financière soit cruciale pour défendre nos propres conventions collectives et pour assurer le dynamisme des communautés de tout le Canada, le travail que nous accomplissons dans le reste du monde est tout aussi essentiel à notre réussite. Nous avons terminé 2009 en position assez solide pour relever les nombreux défis qui nous attendent en 2010 et après. Mais même si nous avons amassé un léger surplus, nous devons rester vigilants et bien évaluer les effets qu'aura la récession sur notre fonctionnement. Ainsi, nous serons prêts à affronter ce que nous réservent les employeurs, les gouvernements et les lobbyistes des entreprises.

Respectueusement soumis,

Le secrétaire-trésorier national,

CLAUDE GÉNÉREUX

:pmc/sep/491